



Le journal « La République des Pyrénées » relate un accord historique dans la guerre du saumon notamment dans le port de Bayonne. Elle fait couler beaucoup d'encre tellement la controverse est vive entre ceux qui pêchent au filet (les destructeurs) et ceux qui veulent pêcher le saumon à la ligne (les protecteurs autoproclamés).

Et ça change quoi pour la sauvegarde de cette espèce menacée d'extinction? A en croire un lecteur du journal : « *le braconnage est un sport national dans le gave de Pau, ouvert toute l'année à la cuillère, au devon, à la mouche etc...* ». L'arrêt de la pêche professionnelle profitera à la pêche de loisir qui pourra continuer à vendre ses cartes de pêche. C'est là l'essentiel. Les pêcheurs professionnels semblent clairvoyants en voulant valoriser leurs licences... surtout si la fin du saumon se profile.

Toutes ces ponctions légales et illégales ont probablement causé des préjudices considérables à l'espèce, mais leurs auteurs mettent en cause avec aplomb les petits barrages des moulins, en leur infligeant des dépenses exorbitantes pour se mettre « en conformité ».
La conformité, c'est un homme qui contraint son voisin à respecter des normes qu'il a édictées, même sans adéquation ni cohérence avec ces trois termes pourtant synonymes.
Pour spécifiquement la politique de l'eau et pour elle seule, l'incohérence et l'inadéquation construisent la conformité.

Guerre du saumon : un accord « historique » passé à Sauveterre-de-Bearn

Les marins pêcheurs professionnels ont passé un

accord de principe par lequel ils renoncent à pêcher le saumon au filet dans l'estuaire de l'Adour à condition d'obtenir une compensation de 4 millions d'euros.

La réunion a eu lieu en toute discrétion loin des polémiques médiatiques qui entourent le feuilleton de la guerre du saumon depuis des années entre les pêcheurs à la ligne des gaves et les pêcheurs au filet de l'estuaire du port de Bayonne. Elle a eu lieu à Sauverterre sous l'égide du maire Jean Labour, président de la Communauté de communes du Béarn des gaves, à l'initiative sur ce dossier épineux qui a pu même être explosif à certains moments. En présence de toutes les parties concernées, politiques, institutionnelles, associatives et professionnelles...

illustration: la Nouvelle République des Pyrénées